Maintenir l'ordre dans la *colonie-modèle*. Notes sur les désordres urbains et la police des frontières raciales au Congo Belge (1918-1945)

Amandine Lauro

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1292>

DOI : 10.4000/chs.1292

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 97-121

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Amandine Lauro, « Maintenir l'ordre dans la *colonie-modèle*. Notes sur les désordres urbains et la police des frontières raciales au Congo Belge (1918-1945) », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 15, n°2 | 2011, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 22 mars 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1292> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1292>

Maintenir l'ordre dans la colonie-modèle

Notes sur les désordres urbains et la police
des frontières raciales au Congo Belge (1918-1945)

Amandine Lauro¹

Sous le vernis d'ordre et de tranquillité de la colonie-modèle, les tensions raciales et les anxiétés sécuritaires n'ont pas épargné le Congo belge; elles sont même essentielles pour comprendre les logiques de police et de maintien de l'ordre élaborées dans la colonie. Afin de mieux en approcher les spécificités, l'article se propose tout d'abord de questionner les silences qui entourent le travail policier au Congo et leur généalogie. Ceux-ci invitent à la réflexion sur les aspirations des autorités belges à une amélioration de l'organisation policière du Congo, également motivées, dans l'entre-deux-guerres, par la croissance urbaine de la colonie et les craintes sécuritaires qu'elle suscite. Leur examen permet de souligner à quel point la surveillance des frontières raciales et de leurs transgressions notamment sur le terrain de la sexualité a constitué un enjeu fondamental non seulement de la définition des anxiétés associées aux désordres urbains mais aussi du développement de l'appareil policier de la colonie.

Underneath the apparent order and tranquillity in the model colony of Belgian Congo, the colony was characterised by racial tensions and anxieties about public security. These underlying tensions and anxieties are essential for understanding the logic behind policing activities and strategies for maintenance of public order which developed in the colony. In order to better appreciate the specific conditions in Belgian Congo, this article seeks in the first place to address the silences which shroud police activities in the colony, and investigate their causes and origins. This leads to further reflections about the plans by the Belgian authorities to improve the colonial police organisation. During the interwar period, the reform agenda was driven in equal measure by the growth of urban areas and by the security concerns that followed. The present investigation into the planned police reforms helps to highlight the extent to which surveillance of racial boundaries and their transgression – notably in relation to sexual encounters – was fundamental to policing. This appears not only in the definition of dangers stemming from urban disorder, but also in the particular development of the colonial police organisation.

La production scientifique de ces vingt dernières années en matière d'histoire coloniale a montré à quel point les anxiétés et les tensions ont été inhérentes

¹ Amandine Lauro est Wiener-Anspach Postdoctoral Fellow à l'Université de Cambridge. Elle a consacré sa thèse de doctorat (Université Libre de Bruxelles, 2009) aux politiques du mariage et de la sexualité au Congo belge. Ses recherches portent actuellement sur le contrôle des espaces urbains dans l'Afrique centrale coloniale. Elle est notamment l'auteur de *Coloniaux, ménagères et prostituées au Congo Belge 1885-1930* (Bruxelles, Labor, 2005).

au déploiement des projets coloniaux, autant d'ailleurs que les doutes des grandes puissances qui les ont mis en œuvre quant à leur pérennité. Loin d'être évidentes, la sécurisation de leur domination et l'affirmation de leur supériorité ont été, pour les pouvoirs coloniaux, des préoccupations constantes et des sources de politiques sans cesse en chantier, qui témoignent des inquiétudes qui ont parcouru, avec des intensités variables, les sociétés coloniales². Ces inquiétudes sont déterminantes pour appréhender les logiques de police et de maintien de l'ordre élaborées dans l'Afrique coloniale, dont on sait aujourd'hui qu'elles furent avant tout marquées par la nécessaire sauvegarde de l'ordre colonial et de ses intérêts,³ parmi lesquels la préservation des frontières raciales.

En toutes ces matières, le Congo belge ne semble pas devoir faire exception. Sous le vernis d'ordre et de tranquillité de la *colonie-modèle*, l'ampleur et la diversité des « malaises et anxiétés » (selon le vocable employé par Jean-Luc Vellut dans un article pionnier de 1983)⁴ des dirigeants – et des artisans – du régime colonial belge, traduisent des tensions raciales et des inquiétudes sécuritaires évidentes qui, quand elles ne font pas les gros titres de la presse coloniale,⁵ transparaissent ici dans la bouche d'un ministre des Colonies inquiet au sujet du « grave problème de l'indiscipline des noirs »⁶, là sous la plume d'un haut fonctionnaire avouant que ni l'administration, ni la police n'oseraient s'aventurer, la nuit, dans la « cité indigène » de Kinshasa⁷. Dans quelle mesure et surtout de quelle manière ces préoccupations ont informé les politiques de maintien de l'ordre menées dans la colonie belge se révèlent cependant plus difficiles à déterminer, tant les silences qui entourent l'organisation de la police et les stratégies de maintien de l'ordre demeurent épais. En effet, si l'armée coloniale congolaise (la *Force Publique*) a attiré l'attention des historiens, il a surtout été question, dans le contexte belgo-congolais comme ailleurs, de son rôle durant les guerres (de conquête tout d'abord, mondiales ensuite)⁸. Dans les rares cas où elles ont été évoquées, ses fonctions de gardienne du maintien de l'ordre public ont été réduites à son implication dans la répression de – rares – mouvements de révoltes de grande ampleur, renforçant ainsi l'image d'une colonie « paisible » où les troubles annonciateurs de l'Indépendance semblent prendre les autorités coloniales par surprise.

Ces silences doivent bien évidemment être mis en lien avec l'historiographie générale du Congo belge et avec son déclin à partir des années 1980⁹, qui a sans doute freiné l'apparition de nouvelles approches, plus sociales, des forces armées congolaises. Cependant, ces silences doivent aussi être inscrits dans une perspective plus large, tant ils semblent prolonger un mutisme plus ancien. Les autorités

² Voir notamment l'introduction – programmatique – de Stoler, Cooper (1997).

³ Voir notamment Killingray, Anderson (1991, 1992); Burton (2005); Sinclair (2006).

⁴ Vellut (1983).

⁵ Feuchaux (2001) en offre un échantillon intéressant pour le Léopoldville de l'entre-deux-guerres.

⁶ Jaspar (1929, p. 57).

⁷ Confidentiel de l'Inspecteur Général des Polices Territoriales du Congo au GG, 19 février 1958, AA (Archives Africaines, ministère des Affaires étrangères, Bruxelles), FP (2670).

⁸ Pour un bilan historiographique relatif aux forces de maintien de l'ordre coloniales dans l'aire francophone, voir Glasman (2011).

⁹ Deux très bons articles ont récemment fait le bilan de cette historiographie, voir Vanhee, Castrijsk (2002) et Vanthemsche (2006).

du Congo belge n'ont en effet jamais été très loquaces sur leur police, ni sur les questions de (in)sécurité qui pouvaient se poser au sein de la colonie. Les documents publiés sur ces sujets sont pratiquement inexistantes pour la période coloniale et rares sont les ouvrages qui en font mention. Les développements récents de l'histoire des polices coloniales dans l'Empire britannique ont pourtant souligné à quel point celles-ci ont pu être des symboles essentiels du déploiement de la puissance et de la modernité européenne en Afrique, particulièrement dans les milieux urbains, sites privilégiés de l'exercice du pouvoir colonial. Agents de la domestication des territoires colonisés, leurs acteurs ont même figuré en bonne place au sein des représentations populaires des sociétés coloniales. S'il paraît logique que les colonisateurs belges n'aient pas souhaité donner de publicité aux problèmes de maintien de l'ordre qui ont existé au Congo, l'invisibilité de la « bonne » organisation policière de la colonie et de ses institutions est donc plus surprenante.

Questionner les silences qui entourent le travail policier au Congo belge et leur généalogie peut donc être un point de départ intéressant pour aborder quelques-unes des spécificités des politiques du maintien de l'ordre dans la colonie belge. Dans un premier temps, le présent article se propose plus particulièrement d'interroger ces silences en lien avec la rhétorique coloniale du Congo « colonie-modèle », parfaitement et surtout « naturellement » contrôlée, une rhétorique développée par les autorités belges au sortir de la Première Guerre mondiale mais qui puise ses racines dans un passé plus ancien. Un passé qui nourrit également les aspirations renouvelées des autorités à une amélioration de l'organisation policière du Congo, dictée notamment, dans l'entre-deux-guerres, par la croissance urbaine de la colonie et les craintes qu'elle suscite. Les historiens de l'Afrique ont montré que si les villes ont constitué des avant-postes du contrôle colonial, elles n'en furent pas moins, dans le même temps, des lieux de désordres et de contestations. Sites privilégiés des politiques et des pratiques de ségrégation raciale – dont les motivations sécuritaires apparaissent de plus en plus évidentes¹⁰, elles furent également des lieux d'interactions et de transgressions interraciales qui, tout en posant d'immenses défis aux dispositifs policiers coloniaux, révèlent des anxiétés relatives au potentiel crimino-gène des villes et par-delà, aux vulnérabilités de la domination coloniale. Ce sont quelques-unes de ces anxiétés sécuritaires et l'enjeu fondamental que constitue la nécessaire surveillance des frontières raciales (pour ces anxiétés comme pour la gestion policière des désordres urbains) qui sont ensuite explorées dans cet article. Des anxiétés par ailleurs partagées des deux côtés de la barrière raciale : peurs et rumeurs criminelles touchent aussi bien les colonisés que les colonisateurs¹¹. En attendant des études plus complètes, ce sont cependant le développement institutionnel de l'appareil de surveillance policière et le rôle qu'y jouent les imaginaires colonisateurs associés aux transgressions des frontières raciales qui sont privilégiés dans cet article.

¹⁰ Fourchard, Alberti (2003).

¹¹ Pour l'Afrique centrale, voir notamment Vellut (1983); Musambachine (1988); Bernault (2006). Voir également Van Onselen (1982) et White (2000).

L'ÉTAT INDÉPENDANT ET SES DÉSORDRES, UN HÉRITAGE ENCOMBRANT

En 1906, René Vauthier, publiciste belge spécialisé dans les affaires coloniales, publie une courte brochure intitulée « L'ordre au Congo »¹². Le texte ne laisse planer aucun doute quant aux intentions de son auteur : faisant suite aux interpellations d'un parlementaire anglais ayant invité les autorités belges à « mettre de l'ordre » au Congo, il a pour ambition de défendre l'État Indépendant du Congo (EIC) contre les attaques dont il est alors l'objet. Si l'ouvrage lui-même ne cherche pas particulièrement à démontrer que l'ordre et la justice règnent dans l'État Indépendant, s'attachant plutôt à discréditer les « marchands de Liverpool » et avec eux leurs attaques, son titre – et l'interpellation qui l'a inspiré – sont pourtant révélateurs d'un axe essentiel des critiques qui sont adressées à Léopold II depuis la fin du XIX^e siècle : si l'État Indépendant est au « cœur des Ténèbres », c'est aussi parce qu'il est un lieu de désordres où les pires crimes et exactions se commettent en toute impunité.

Lors de sa création, l'ordre de mission de l'État Indépendant prévoyait pourtant qu'il assure la paix sur le vaste territoire congolais¹³. En outre, la garantie de l'ordre et de la sécurité a toujours été une composante importante de la « mission civilisatrice ». Dans le cas du Congo, délivrer les populations primitives des guerres intestines qui les ravageaient, de leurs despotes criminels et autres tyrans cannibales, ainsi que du climat de violence lié à la traite a constitué un argument particulièrement usité par la rhétorique léopoldienne. Sur le papier, l'État avait donc bien fait les choses. Dès 1885, une Force Publique est mise sur pied. Complètement (ré)organisée en 1888, elle a pour but avoué la pacification intérieure du territoire congolais, son occupation effective et le maintien de l'ordre au sein de celui-ci : son rôle est donc théoriquement celui « d'une gendarmerie et d'une police plutôt que celui d'une armée »¹⁴. Ses activités sont entourées de toute une série de garde-fous légaux et en 1891, des corps de police administrative (détachés de la Force Publique) sont même créés¹⁵. Les problèmes venaient donc moins de l'absence de lois concernant l'encadrement sécuritaire de la colonie, que de leur inapplication générale.

Les critiques internationales et nationales qui s'attaquent à partir de la fin des années 1890 au Congo léopoldien ne s'y trompent d'ailleurs pas. Les dénonciations des exactions du régime domanial et de ses hommes, immondes revers du « miracle du caoutchouc », soulignent le décalage entre les ambitions officielles de l'État Indépendant et son organisation concrète sur le terrain congolais, notamment dans le domaine du maintien de l'ordre et des forces armées, dont le britannique E.D. Morel, leader de la Congo Reform Association et fer de lance de la campagne anti-léopoldienne, s'étonnait encore, en 1904, de l'importance (« a singular military complexion too, for a philanthropic, undertaking, was given to the State »¹⁶).

En effet, les terribles abus infligés aux populations congolaises par la Force Publique ont fait partie intégrante des critiques adressées à l'État Indépendant et à son régime. Les interventions sanglantes (appelées pudiquement « opérations de

¹² Vauthier (1906).

¹³ En vertu des dispositions de l'Acte de Berlin. Voir notamment Stengers (1989).

¹⁴ Labeye (1936, p. 704).

¹⁵ Pour un aperçu de cette législation, voir Cattier (1898, p. 459*sqq.*).

¹⁶ Morel (1904, p. 18).

police» ou «expéditions de maintien de l'ordre») visant supposément à mater tout embryon de révolte ou d'insoumission contribuent grandement au climat de terreur, de violence et d'insécurité qui fut celui de cette «terre d'épouvante»¹⁷. Les collisions entre l'armée et l'administration civile (elle-même dominée par des militaires¹⁸) sont également durement dénoncées, de même que les collisions entre ces deux pôles – armée et administration – et les compagnies privées. Dans un tel contexte de confusion entre la gestion politique et administrative du territoire et sa rentabilité économique, toute baisse de production est considérée comme une révolte, justifiant dès lors l'intervention des pouvoirs publics. C'est donc le système d'exploitation du territoire tout entier qui est mis en cause, un système qui «charge les mêmes fonctionnaires d'obtenir du caoutchouc et de veiller à l'ordre public», qui leur demande de combiner «leur mission native de protéger les personnes (...) et celle d'assurer de belles rentrées»¹⁹. Un système qui se traduit, en outre, par la promesse d'une impunité quasi complète pour les crimes et abus commis.

Les critiques contre ce système et ses aspects militaristes amènent certains opposants de l'EIC à formuler des remarques plus précises concernant la police et plus généralement la présence (ou plutôt l'absence) de réelles forces civiles au sein de la colonie. L'un des plus influents critiques belges souligne ainsi, parmi les «questions les plus importantes», «que l'armée congolaise devrait être transformée en un corps de *police*. Le Congo n'a point besoin d'une armée. Il lui faut une police, nombreuse et bien organisée, pour assurer à l'intérieur l'exécution des lois»²⁰. Dénonçant le caractère militariste du régime, il ajoute: «l'histoire du Congo fournit de tristes exemples des conséquences désastreuses de l'application de la discipline militaire au gouvernement d'une colonie. (...) Il faut à un moment donné, sans froissement, remplacer le système militaire par un système plus souple. Comme le disait Lord Dufferin, 'le soldat n'est que le pionnier de l'ordre, le gardien permanent de la tranquillité publique, c'est l'homme de police'»²¹.

«IL FAUT AU CONGO DES GARDES CHAMPÊTRES, DES AGENTS DE POLICE, DES GENDARMES. IL N'AURAIT JAMAIS FALLU DES SOLDATS...» LA REPRISE ET LE RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE

Même si l'absence de forces de l'ordre civiles dans l'État Indépendant n'a pas constitué un élément central de la campagne anti-léopoldienne, il est clair que les critiques plus générales autour des abus commis par ceux-là mêmes qui étaient supposés protéger les populations autochtones, autour du climat de désordre et de répression sanglante d'une colonie qui se désintéresse de la civilisation et de la police (pour ne rien dire de la justice)²², sont importantes pour comprendre à quel

¹⁷ Selon l'expression de Mariel (1905).

¹⁸ Léopold II avait en effet recruté l'essentiel de ses cadres parmi les rangs de l'armée belge ainsi que d'autres armées européennes. Gann, Duignan (1979).

¹⁹ Vermeersch (1906, pp. 142 et 149). Voir aussi Rapport de la Commission d'enquête (1905, p. 228sqg).

²⁰ Cattier (1906, p. 265).

²¹ Cattier (1906, p. 330).

²² Comme le soulignait A. Conan Doyle, «(...) the ills the country was suffering from were due to the haste of a few men to get rich, and to the absence of anything like a serious attempt to properly police the country in the interests of the people». Conan Doyle (1909, p. 96).

point il allait être essentiel pour les autorités belges, au moment de la « reprise » de l'EIC (jusque-là propriété personnelle du souverain) par l'État belge, en 1908, d'affirmer haut et fort leur volonté de « remettre de l'ordre » au Congo et d'y assurer la tranquillité publique et le respect des lois, conditions *sine qua non* du progrès des populations vers la civilisation, et tâches élémentaires d'une nation colonisatrice digne de ce nom.

Il faut en effet rappeler que la reprise se déroule dans un contexte politique chaoté, où la Belgique doit prouver qu'elle possède les qualités morales nécessaires pour gouverner le Congo et tenter de faire oublier le discrédit que les exactions léopoldiennes ont jeté sur sa capacité à coloniser un territoire quatre-vingt fois plus grand qu'elle. Les autorités sont donc désireuses de démontrer l'excellence de leurs « aptitudes colonisatrices » en réformant le Congo et son administration et en les rendant irréprochables²³. En même temps qu'elles refoulent l'épisode léopoldien et ses excès, les autorités belges développent une rhétorique de « réforme morale » qui se manifeste, notamment, dans le domaine du maintien de l'ordre, de la sécurité et de la justice. À la veille de la reprise, l'un des principales figures de l'EIC résume bien la situation : « Il faut au Congo des gardes champêtres, des agents de police, des gendarmes. Il n'aurait jamais fallu des soldats... »²⁴.

Tout en entourant les opérations de police et de maintien de l'ordre de la Force Publique de nouvelles garanties légales²⁵, les décideurs coloniaux belges s'attèlent donc à divers projets de réforme plus approfondis. En attendant leur aboutissement, ils tentent également d'améliorer le niveau moral et professionnel des Européens engagés au service de la colonie. Dans ce domaine encore, il s'agit de rompre avec l'imaginaire associé au régime du Congo léopoldien et à ses fonctionnaires tyranniques, qui a longtemps marqué la perception que les Belges – et dans une certaine mesure les étrangers – avaient du Congo. Ce passé devait disparaître, et avec lui les « aventuriers » de la première heure qui le symbolisaient : « L'ère de la fantaisie, du 'pacte colonial' et de l'aventure est close désormais. Le colonial d'aujourd'hui n'est et ne peut plus être un pacha, un maître brutal ou un flibustier »²⁶. En 1906, appelant de ses vœux le remplacement de la Force Publique par un corps de police civile, Félicien Cattier soulignait déjà que « la seule dénomination de corps de police produirait des effets utiles. Il exercerait un effet réfrigérant sur l'esprit de certains officiers écœurés de la vie monotone des garnisons belges et qui prennent service dans l'armée congolaise dans l'espoir d'y faire campagne. C'est ainsi que leur imagination surchauffée dénomme les tristes opérations punitives que nécessite l'application du travail forcé »²⁷.

Pour autant, au sortir de la Première Guerre mondiale, les anxiétés belges au sujet du scepticisme persistant des grandes puissances à l'égard du Congo belge sont loin d'être apaisées. Elles amèneront la Belgique à s'affirmer de manière croissante

²³ Ces tendances ont donné lieu à ce qui allait devenir l'un des leitmotifs de la politique coloniale belge, à savoir l'affirmation que la petite nation européenne était capable de faire « mieux que les autres ». Sur ce sujet, voir Vanthemsche (2007, pp.108-115).

²⁴ Ces propos de 1907 de Charles Lemaire sont cités dans Marchal (1996).

²⁵ Des réformes en ce sens avaient déjà été entamées par Léopold II en 1906. Voir Stengers (1963, pp.72-73).

²⁶ Vanhove (1943, p. 73).

²⁷ Cattier (1906, p. 265).

comme une nation colonisatrice « modèle » et à rejeter toute immixtion dans ses affaires coloniales, deux attitudes qui domineront la politique coloniale jusqu'à l'Indépendance du Congo²⁸. Le projet de la « colonie-modèle », qui prend son essor au début des années 1920, repose sur l'idée que la Belgique fait « mieux que les autres » dans sa colonie, qu'elle est avant tout soucieuse du « bien-être » des populations indigènes, et que ses méthodes « paternalistes » ne rencontrent que le succès. Cette image laisse également supposer que la colonie belge serait épargnée par toutes sortes de tensions qui peuvent exister dans d'autres territoires coloniaux, et que l'ordre et l'harmonie raciale y règneraient. Pourquoi, dès lors, serait-il nécessaire d'évoquer l'existence d'une police, aussi efficace et bien organisée soit-elle, alors que rien ne semble, en surface, devoir venir troubler la *pax belgica* qui règne au Congo belge – et donc justifier l'existence et le travail des forces de maintien de l'ordre ? Tout se passe comme si la colonie était « naturellement » ordonnée et ses populations autochtones « naturellement » contrôlées.

PRESTIGE EUROPÉEN ET DÉSORDRES URBAINS

Si les questions de police et de maintien de l'ordre se discutent rarement de manière publique au sein de la colonie, elles n'en ont pas moins été des sources de préoccupations constantes pour ses décideurs. Paradoxalement, les anxiétés des autorités belges relatives à ces questions ont rarement été aussi importantes qu'au moment même où s'affirme le projet de colonie-modèle.

Derrière ses apparences de respectabilité et ses affirmations d'excellence, la colonisation belge reste hantée par des inquiétudes relatives à son prestige et à son autorité, non pas seulement vis-à-vis des sceptiques de la métropole et des autres grandes puissances, mais aussi et surtout par rapport aux colonisés dont l'indiscipline grandissante est, en ce début des années 1920, directement attribuée aux lacunes morales de certains coloniaux²⁹. « On ne conçoit pas la puissance sans prestige »³⁰ : la formule lapidaire du publiciste belge Chalux en voyage au Congo en 1921 résonne comme un cri d'alarme. Pour le ministre des Colonies Henri Jaspar, il ne fait en tous cas aucun doute que l'indiscipline grandissante constatée parmi les Congolais est liée au « manque de tenue » de certains Européens : « Là gît une des solutions du problème de l'indiscipline des noirs. Elle réside moins, d'après moi, dans une répression matérielle (...) que dans des agissements préventifs, qui sont tout entiers en la possession de tout blanc : dans une attitude, dans un standing de vie qui commande et impose le respect »³¹. Pour le principal journal congolais de l'entre-deux-guerres aussi, l'insolence – supposée – dont les Africains font preuve à l'égard des Européens a pour cause « l'excessive familiarité de beaucoup de Blancs vis-à-vis des indigènes. Ce défaut se rencontre surtout chez les artisans belges et les Sud-

²⁸ Vanthemsche (2007, pp. 106-115).

²⁹ C'est notamment dans ce contexte qu'il faut comprendre la rigueur des politiques d'immigration européenne mises en place au début des années 1920 dans la colonie, qui découragent l'installation de « poor whites » et rendent possible l'expulsion de toute personne en raison de son « mode de vie ». Voir Foutry (1983).

³⁰ Chalux (1925, p. 540).

³¹ Jaspar (1929, p. 57).

Africains de race 'boer'»³². Il s'agit là de préoccupations que l'on retrouve ailleurs dans l'Afrique coloniale, où le rétrécissement des distances sociales et la menace sécuritaire que celui-ci fait peser sur l'ensemble de la communauté blanche sont régulièrement attribués à la présence ou à l'arrivée de coloniaux de condition modeste³³. Les projets coloniaux reposaient sur des hiérarchies raciales strictement établies, et l'on sait à quel point les définitions comme les transgressions de leurs frontières ont constitué des préoccupations fondamentales pour les pouvoirs coloniaux. Si l'altérité des colonisés n'avait rien de naturel, l'unité des colonisateurs n'était guère plus évidente; sa fabrique a par conséquent mobilisé un travail considérable de la part des autorités coloniales³⁴. Le prestige et le respect d'un certain nombre de normes – sociales et morales – étaient considérés comme cruciaux pour le maintien de la suprématie de la communauté blanche, menacée dès lors que des Européens de condition modeste dérogeaient à l'exemplarité nécessaire à la prestigieuse image du colonisateur «supérieur». Comme le soulignait une brochure de présentation des «carrières coloniales» en 1930, «si le laisser-aller dans le langage et le débraillé dans la tenue sont déplorables dans la mère-patrie, ils sont encore plus dangereux et peuvent avoir de très graves conséquences dans les colonies»³⁵.

Ces questions se posent avec d'autant plus d'acuité dans le contexte d'urbanisation croissante qui est alors celui de la colonie belge. Dans l'entre-deux-guerres, il n'est pas un ouvrage sur les questions coloniales qui n'évoque les conséquences inquiétantes de la vie urbaine sur les «détribalisés» qui s'y installent. Les anxiétés coloniales autour de la ville et de ses méfaits cristallisent en fait des inquiétudes plus larges liées au changement social, culturel et économique entraîné par la colonisation. L'afflux de migrants, souvent jeunes, vers les agglomérations, la liberté réelle – bien que très relative – offerte par le milieu urbain à certaines catégories particulières (jeunes donc, mais aussi femmes) qui ne sont généralement pas favorisées par la coutume, et le mode de vie nouveau qu'elles y établissent (ou y inventent), parfois éloignés des schémas traditionnels de l'autorité, concourent à faire redouter les pires conséquences aux autorités coloniales. Des conséquences sociales tout d'abord, puisque c'est l'ordre social tout entier qui apparaît menacé par ces relâchements des disciplines coutumières; de nombreux observateurs s'épanchent ainsi sur la déliquescence des liens coutumiers et l'influence destructurante de l'absence du «groupe» et de la «communauté» qui font de «l'indigène détribalisé un être isolé et abandonné», voire «désaxé»³⁶. Des conséquences sécuritaires ensuite, puisque du désaxé au criminel, il n'y a souvent, pour les observateurs coloniaux, qu'un pas.

Ces discours autour des méfaits de l'urbanisation sont en effet indissociables d'inquiétudes liées à diverses formes de délinquance urbaine et à la présence, dans les villes, de «déclassés» et autres marginaux perçus comme rarement bien intentionnés, particulièrement à l'égard des Européens. À Léopoldville – capitale

³² Ursus, Lettre de Bruxelles. L'insolence du noir. Ses causes: trop de familiarités! Mauvais exemples!, *L'Avenir Colonial*, 8 novembre 1923.

³³ Voir notamment Kennedy (1987, pp. 167-186). Ces préoccupations sont visibles dans de nombreux domaines de la vie sociale coloniale, notamment en matière de loisirs comme l'a montré Martin (1995, pp. 173-197).

³⁴ Stoler, Cooper (1997, pp. 6-7).

³⁵ Capart (1930, pp. 272-273).

³⁶ Baumer (1939, p. 22).

officielle du Congo à partir de 1923 – Chalux estime à un quart de la population indigène totale les « irréguliers : vagabonds, proxénètes, voleurs trypanosés »³⁷, tandis que son contemporain Pierre Daye évoque les 6 000 personnes qui, dans la capitale toujours, parviennent à se soustraire au recensement, « la plupart n'exerçant pas des métiers avouables. Voleurs et voleuses, prostituées, proxénètes et souteneurs, parasites de toutes espèces, se dissimulent aisément chez leurs amis. Ils sont la plaie de Kinshasa »³⁸. La conséquence de cette présence est claire : une « criminalité extraordinaire, l'insécurité générale qui y régnaient à la tombée du jour »³⁹. Cette « tourbe de noirs déclassés et paresseux qui ont pris de la civilisation ce qu'elle a de moins bon »⁴⁰ est en fait perçue par les Européens comme une menace constante pour l'ordre urbain. Une perception qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler les craintes des élites européennes quant aux effets délétères de l'environnement urbain sur les « classes dangereuses » ou, de manière plus frappante, les inquiétudes nourries au même moment et en des termes similaires dans d'autres territoires coloniaux de l'Afrique sub-saharienne⁴¹. Au Congo aussi, ces angoisses européennes autour du potentiel criminogène de ces populations « flottantes » semblent disproportionnées par rapport à la « réalité » criminelle des villes coloniales de l'entre-deux-guerres⁴². Au Congo encore, elles trahissent l'inefficacité des moyens de contrôle pourtant coercitifs mis en place par les autorités⁴³ (contrôle des migrations urbaines via le passeport de mutation, recensements, mesures contre le vagabondage, la prostitution, etc.), autant que la priorité donnée par les Européens à leur propre sécurité. Constituant une minorité numérique particulièrement visible dans les villes, les Européens se sentent vivre dans un climat de – relative – insécurité qui exacerbe les craintes relatives à la sauvegarde du prestige de leur communauté et au maintien de strictes frontières raciales, de même que les attentes des autorités en la matière. Il n'est donc pas fortuit de retrouver ces préoccupations au cœur des premières institutions de police civile créées dans la colonie belge.

POLICES URBAINES ET FRONTIÈRES RACIALES

Une police européenne pour un Far-West africain

La première force de police civile du Congo date de 1910, et elle est le fruit d'une initiative locale. Jusque-là, la Force Publique avait conservé son monopole en matière de police. Si la reprise imposait une réorganisation des forces de maintien de l'ordre, les projets de réforme – qui prévoyaient la création de détachements de

³⁷ Chalux (1925, p. 123).

³⁸ Daye (1923, p. 209).

³⁹ L'Afrique Française citée par Baumer (1939, p. 20).

⁴⁰ Carton De Wiart (1923, p. 28).

⁴¹ Telles que les a décrites Andrew Burton notamment dans Burton (2006). Voir également Willis (1991).

⁴² Burton (2006).

⁴³ Sur les limites des instruments de surveillance et coercition de l'État colonial dans les espaces urbains, voir notamment les réflexions de Cooper (1987).

police séparés du corps de l'armée – étaient encore à l'étude⁴⁴. En attendant, les autorités «de terrain» du Congo doivent se satisfaire des services de la Force Publique, et il devient rapidement clair que cette formule n'est pas celle qui convient le mieux à la colonie belge et à ses agglomérations naissantes.

Confrontées à de nouveaux problèmes que ne peuvent contenir les soldats de la Force Publique, certaines autorités locales décident donc de prendre des initiatives. C'est notamment le cas des dirigeants de la province du Katanga, fraîchement dotée d'un statut administratif spécifique qui lui permet de prendre certaines mesures de manière plus ou moins autonome⁴⁵. De façon significative, la première mise à profit de ces nouvelles compétences concerne la police: elle institue un corps de police civil exclusivement européen, qui sera mis en place quelques mois plus tard⁴⁶. La raison de cette initiative est simple, et prosaïquement résumée par le premier magistrat d'Élisabethville, Fernand Dellicour: «Suivant les principes du colour bar, un policier noir n'était pas autorisé à ramasser l'Européen ivre qui, au sortir d'un bar, avait dégringolé dans la rigole. C'est ainsi qu'une semaine nous vîmes débarquer une vingtaine d'agents de la police métropolitaine, qui nous apportèrent le savoureux accent de Molenbeek-St-Jean et de St-Josse-ten-Noode (...)»⁴⁷. Véritable cité-champignon, stratégiquement située au carrefour de l'Afrique centrale et australe et conçue comme un avant-poste urbain de la colonisation belge aux frontières de l'Afrique britannique, Élisabethville doit son développement *ex-nihilo* à l'exploitation minière qui fera la richesse du Katanga. L'inauguration, en septembre 1910, de la ligne de chemin de fer qui relie la ville à la Rhodésie du Nord et, avec elle, à toute l'Afrique du sud, marque le début de son développement et fonde le caractère cosmopolite de sa population, au grand dam de certains: «De ces premiers trains débarquèrent de biens étranges têtes ! Il semblait que tous les stiffs, les ratés, et les propres à rien de l'Afrique se fussent donné le mot. Grand rendez-vous au Katanga. Mais ils n'étaient pas les seuls ! Arrivèrent nombre de soi-disant commerçants, tenanciers de bars et leurs acolytes (...) Le Congo fut envahi, à cette époque, par un ramassis d'aventuriers des moins recommandables venus d'Afrique du Sud et de Rhodésie (...). Toujours est-il qu'ils contribuèrent beaucoup à diminuer le prestige des blancs auprès des indigènes et celui des Anglais auprès des Belges»⁴⁸. Dans les années 1910, Élisabethville est décrite de toutes parts comme le «far-west» de l'Afrique, attirant une population de chercheurs d'or, des «poor whites» que les autorités belges regardent avec une méfiance croissante car ils ne cadrent pas avec le projet de la «colonie-modèle» gérée par une communauté blanche d'élite. C'est leur pré-

⁴⁴ Des 1909 au moins, le ministère des Colonies travaille sur un projet de décret réorganisant complètement la Force Publique, projet qui prévoit notamment la création d'une force de police indépendante. Il faut cependant attendre 1913 pour que le texte soit soumis au Conseil Colonial (organe consultatif chargé de donner son avis sur les projets législatifs relatifs aux affaires coloniales). Voir Conseil Colonial. Compte Rendu analytique des séances (1910, p. 349 et 1913-1914, p. 54sqg).

⁴⁵ En septembre 1910, le Katanga se voit accorder le statut de «Vice-Gouvernement du Congo Belge». Celui-ci lui confère une autonomie alors inédite vis-à-vis du Gouvernement Général, notamment en matière exécutive. Il sera supprimé en 1933.

⁴⁶ L'ordonnance officielle date du 4 juillet 1910. Plusieurs ordonnances d'application suivront. Voir Vanderelst (1913, p. 53sqg).

⁴⁷ Dellicour (1938, p. 14). Molenbeek et Saint-Josse sont deux communes populaires de l'entité de Bruxelles.

⁴⁸ Sharp (1956, pp. 107 et 111).

sence qui rend nécessaire l'expérience d'une première police européenne, dont on ne connaît malheureusement presque rien, si ce n'est qu'elle ne se révéla guère fructueuse sur le long terme. Minée par les problèmes budgétaires et l'ampleur des tâches à accomplir, cette initiative semble en effet s'être soldée par un « échec »⁴⁹ notable et « beaucoup de critiques »⁵⁰ qui dénoncent, en premier lieu, l'absence de formation et l'amateurisme des policiers recrutés, tantôt accusés d'être « incapables, négligents, parfois pires, et quand ils n'étaient pas révoqués démissionnaient bientôt »⁵¹, tantôt critiqués pour leur « niveau moral et intellectuel détestable »⁵².

Les premiers «Corps de Volontaires Européens»

Malgré des appels à un renouvellement de cette expérience dans une version plus professionnalisée, il semble que cette première police européenne n'ait guère perduré au-delà de 1914. Pour autant, la communauté européenne du Katanga ne semble pas plus se conformer aux critères de la respectabilité sociale. Exploitation minière oblige, Élisabethville concentrait encore au début des années 1920 l'essentiel des effectifs ouvriers blancs du Congo. Et c'est des problèmes soulevés par cette population que naît une deuxième institution civile de maintien de l'ordre, celle des Corps de Volontaires Européens (CVE).

Moins que d'une naissance, il s'agit plutôt d'une résurrection. Directement inspiré de la Garde Civique belge⁵³, un système de Corps de Volontaires avait en effet été envisagé des 1900 par l'État Indépendant. Le projet était cependant resté lettre morte et il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour le voir ressurgir au sein de l'agenda des décideurs du Congo colonial. Vaguement prévue dans la réorganisation de la Force Publique de 1919⁵⁴, la création de Corps de Volontaires Européens apparaît, dans les années 1920, comme une solution providentielle à l'absence d'une police blanche dans la colonie, notamment au Katanga. En 1920, les mouvements de grève initiés par les travailleurs européens de la toute puissante Union Minière (UMHK) et ceux de la fonction publique⁵⁵, alors que les associations syndicales et le droit de grève demeurent strictement interdits, font en effet craindre le pire aux autorités locales. Si les troubles à l'ordre public liés à ces mouvements sont finalement demeurés minimes, ils ont cependant été suffisants pour inciter les autorités à encourager la création de Corps de Volontaires Européens, c'est-à-dire de

⁴⁹ Voir notamment le courrier du Commissaire Général ff Vice-gouverneur Général du Katanga au Gouverneur Général 4 août 1917, AA, PPA (3515), liasse 21315.

⁵⁰ Note de la 1^{ère} direction générale pour le ministre des Colonies, 14 juillet 1914, AA, PPA (3516), liasse 2459.

⁵¹ Du Substitut ff du Procureur du Roi au Procureur Général d'Élisabethville, 10 juillet 1917, AA, PPA (3515), liasse 21315.

⁵² En août 1911, il ne restait apparemment que 30 agents sur le nombre plus considérable (non précisé) de policiers initialement affectés à cette police. Plusieurs avaient été révoqués pour fautes graves, d'autres encore s'étaient enfuis en Rhodésie (pour des raisons non précisées). Parmi ces 30 hommes, seuls 7 travaillaient effectivement pour la police d'Élisabethville, les autres étant affectés à des tâches et des services tout à fait autres. Voir le récit de Vanderelst (1913, p. 164).

⁵³ La Garde civique était pourtant sur le déclin dans la Belgique métropolitaine au sortir de la Première Guerre mondiale. Voir Keuning, Majerus et Rousseaux (2004, pp. 288-291 et 299).

⁵⁴ Cf. article 11 du décret du 10 mai 1919. Codes et Lois du Congo Belge (1934, p. 288).

⁵⁵ Sur ces mouvements de grève, voir Jewsiewicki (1976).

groupes de civils européens (membres de l'administration et autres) préparés à intervenir en cas de troubles, ici exclusivement causés par des Blancs⁵⁶. Là encore, la raison en est évidente : il est inenvisageable que des manifestations ou autres mouvements de ce type soient réprimés – ou même simplement encadrés – par des effectifs « indigènes ». Engageant le maintien des hiérarchies de race et de pouvoir sur lesquelles repose la colonisation, cette question revêt bien une « extrême importance » : pour le ministre des Colonies, il est en tous cas évident « que l'emploi de troupes noires n'est pas désirable pour la répression d'émeutes d'Européens », évidence aggravée par le fait « que les troupes en service territorial ainsi que les troupes campées, qui peuvent être réquisitionnées, ne comprennent qu'un faible cadre d'Européens » faisant redouter, en cas de problème, une incapacité des autorités administratives « de maintenir ou de rétablir l'ordre »⁵⁷.

Ici encore, le succès et la pérennité des Corps de Volontaires Européens demeureront limités. Après quelques expériences dans la première moitié des années 1920, et malgré une formalisation légale de leur organisation en 1926⁵⁸, il semble que les CVE n'aient fonctionné qu'à une fréquence épisodique, au gré des tensions qui ont emmaillé la colonie. Il faut attendre la période précédant immédiatement l'Indépendance et la promesse de troubles à venir pour voir ces Corps se (re)constituer avec une certaine ampleur, alors même qu'ils venaient d'être supprimés en raison de leur caractère ségrégationniste⁵⁹. Entre-temps, leur finalité avait fondamentalement changé : s'il s'agissait toujours de pallier aux lacunes de la police et de la Force Publique, c'était toutefois pour mieux défendre les Européens dans le cas où ceux-ci auraient été menacés par des Congolais.

SURVEILLANCE ET SÉGRÉGATION

Repères institutionnels

C'est également au sortir du premier conflit mondial que les projets de réforme de la Force Publique aboutissent enfin. La guerre en avait cependant largement modifié le sens. Au terme de longs débats, le projet retenu en 1914 (et voté par le Conseil Colonial) prévoyait en effet la création de corps de police territoriale, toujours dépendants de la Force Publique, mais affectés spécifiquement à des tâches de maintien de l'ordre (notamment dans les milieux urbains). Il correspondait parfaitement aux attentes de l'ensemble du monde colonial belge qui souhaitait, depuis de longues années, un renforcement et une meilleure organisation de ce qui apparaissait avant 1914 comme le rôle essentiel de la Force Publique, à savoir le maintien de l'ordre intérieur de la colonie. La guerre vient cependant complètement modifier la

⁵⁶ Voir notamment le courrier du Commissaire Général du Katanga au Vice-gouverneur Général, 28 octobre 1920, AA, FP (2450).

⁵⁷ Du ministre des Colonies au Gouverneur Général, 13 février 1926, AA, FP (2450).

⁵⁸ Ordonnance du Gouverneur Général du 19 octobre 1926 portant sur la création dans la Colonie des Corps de Volontaires Européens, *Bulletin Administratif du Congo Belge* (1926, p. 540 sqq). Les CVE seront réformés à plusieurs occasions, voir la circulaire du Gouverneur Général du 29 juin 1932 (*Bulletin Administratif du Congo Belge*, 1932, p. 581 sqq) et l'ordonnance du 14 avril 1948 (*Bulletin Administratif du Congo Belge*, 1948, p. 1325 sqq).

⁵⁹ Sur les activités des CVE autour de l'Indépendance, voir Vanderstraeten (1985, p. 75 *passim*).

donne : le manque de préparation des troupes et leur inadaptation aux campagnes militaires avaient soulevé des critiques, en dépit des victoires remportées au Tanganyika. Sans surprise, la réorganisation de la Force Publique promulguée en 1918 renforce donc considérablement sa mission de défense du territoire, au détriment de celle de maintien de l'ordre intérieur. Si le projet d'une police territoriale est maintenu, cette dernière se trouve déforcée en terme de contingent, de budget et d'autonomie, amenant certains à déplorer que « la police territoriale ait été entièrement sacrifiée aux troupes »⁶⁰. Dicté – de l'aveu même du ministre des Colonies – par « la situation internationale du moment » qui imposait de « garder une organisation de combat »⁶¹, le décret ne sera jamais appliqué : l'évolution rapide de la situation internationale, qui laisse entrevoir une paix durable, amène les autorités à promulguer une nouvelle réorganisation de la Force Publique dès mai 1919⁶². Celle-ci prévoit la création de deux pôles au sein de l'armée coloniale : les « troupes campées » d'une part (en charge de la défense militaire de la colonie), les « troupes territoriales » d'autre part (en charge du maintien de l'ordre et de la police, sous la direction des autorités territoriales). Le pôle militaire se trouve en fait affaibli par rapport aux mesures prévues en 1918, au bénéfice des troupes – et des missions – de maintien de l'ordre. S'il ne fait pas l'unanimité (notamment parmi les militaires)⁶³, le texte de 1919 correspond aux attentes des autorités métropolitaines toujours désireuses de développer une police compétente dont la mission soit « conforme à la politique humanitaire »⁶⁴ que prône la SDN pour les territoires coloniaux, et d'en valoriser le service. Il s'agit en effet de s'assurer que la police ne soit pas considérée comme une troupe de seconde zone et d'éviter qu'elle n'attire que les soldats et les officiers « de qualité inférieure »⁶⁵. L'organisation précise de cette force policière comme son ampleur demeurent pourtant peu explicites⁶⁶.

En parallèle (et la même année), un nouveau corps de police, destiné spécifiquement aux centres urbains, est créé. Il s'agit des « Polices Municipales », dont le fonctionnement n'est lui non plus pas très clair⁶⁷. Présentée par certains comme un premier pas vers une police indépendante de la Force Publique⁶⁸, l'organisation est pourtant mixte, comprenant non seulement des commissaires européens et des détectives congolais (civils) mais aussi des soldats issus des troupes en service territorial de la région. Officiellement créées dans les principales villes de la colonie

⁶⁰ « Faut-il, au Congo, sacrifier la police à l'armée ? », *La Nation Belge*, 22 février 1919.

⁶¹ Voir Conseil Colonial. Compte rendu analytique des séances (1919, p. 36).

⁶² Décret du 10 mai 1919 sur la réorganisation de la Force Publique, Codes et Lois du Congo Belge (1934, p. 288 sqq).

⁶³ Voir notamment la critique « La Force Publique au Congo. Son organisation actuelle », *La Nation Belge*, 2 mars 1923, qui condamne – anonymement – ce retour aux « errements du passé ».

⁶⁴ Exposé des motifs du projet de décret réorganisant la Force Publique, Conseil Colonial. Compte rendu analytique des séances (1919, p. 58).

⁶⁵ Cet élément constitue le principal argument du ministère des Colonies pour condamner la perspective d'un retour au décret voté en 1914.

⁶⁶ Le décret ne se prononce notamment ni sur les budgets affectés aux Troupes Territoriales, ni sur le nombre d'hommes qu'elles doivent comprendre. Plus généralement, le ministre des Colonies lui-même souligne le caractère « élastique » du texte, qui permet « d'assurer une grande souplesse dans l'organisation ». Voir Conseil Colonial. Compte rendu analytique des séances (1919, p. 39 et 58).

⁶⁷ Ordonnance du 15 août 1919, *Bulletin Administratif du Congo Belge* (1919, p. 591 sqq).

⁶⁸ Labeye (1936, p. 706).

(Boma, Élisabethville, Kinshasa et Matadi), ces polices municipales ne semblent pourtant avoir fonctionné que partiellement.

Cette organisation ne satisfait guère les autorités locales. Parmi les gestionnaires urbains surtout, les critiques au sujet de l'insuffisance du personnel affecté à la police et de son manque de compétence et de professionnalisme sont nombreuses. Troupes territoriales ou police municipale, il s'agit toujours principalement de soldats, formés par l'armée, et encadrés pour la plupart par des officiers militaires, et non par des gendarmes. Leur fonctionnement est mal adapté à l'exercice d'une police «quotidienne», particulièrement en contexte urbain. Les anxiétés sécuritaires autour des «indigènes» qui se massent aux portes des cités européennes sont, une fois encore, d'autant plus fortes que le pouvoir colonial en place nourrit toujours des inquiétudes au sujet de la «qualité» de son peuplement européen, notamment au Katanga. Au début des années 1920, devant les réticences du ministère des Colonies à renforcer les effectifs policiers, un des plus importants magistrats de la région soulignait ainsi : «À elle seule la densité de la population est insuffisante à justifier le renforcement de la police. On pourrait nous objecter, en effet, que dans nos pays d'Europe, existent des agglomérations de 3 à 4 000 habitants où la police n'est représentée que par un garde champêtre. Nous répondrons que ces agglomérations rurales, composées de gens paisibles et profondément attachés au sol, n'ont rien de commun avec les agglomérations européennes du Katanga, où toutes les races de la terre semblent s'être données rendez-vous, où, à chaque instant, on rencontre des individus dont le passé mériterait d'être soigneusement exploré (...). L'expérience acquise au bout d'un séjour de onze années m'oblige à affirmer qu'au Katanga, le niveau de la moralité et le respect des lois sont loin d'être ce qu'ils sont dans les pays d'Europe (...) Si nous passons des milieux européens aux milieux indigènes, nous observons une situation du même genre. Quiconque a voyagé dans l'intérieur sait que ses biens sont autrement en sécurité en pleine brousse que dans un centre européen (...) Le monde indigène qui nous entoure ici est totalement différent. Il est formé de milliers de déracinés, appartenant eux aussi aux races les plus diverses, et sur lesquels l'autorité coutumière a cessé d'exercer son emprise. Habitué à couvoyer des Européens adonnés aux travaux manuels, ou des Européens de moralité inférieure, ces gens n'ont évidemment plus pour la race blanche le respect quasi absolu qui règne dans les milieux indigènes primitifs. (...) Je résume cet exposé en disant que la question du renforcement de la police ne doit pas être étudiée seulement en se basant sur le chiffre de la population blanche et noire ; il faut tenir compte des caractères spéciaux avec lesquels cette population se présente au Katanga»⁶⁹.

Au-delà de la question des effectifs, c'est aussi la valeur du personnel policier qui est mise en cause. Si les autorités de la colonie insistent pour que «les gradés et soldats désignés pour la Police Municipale seront choisis parmi les éléments les plus intelligents, les plus disciplinés et les plus actifs»⁷⁰, il n'empêche que certains jugent qu'une police urbaine digne de ce nom ne peut être qu'une police civile, seule garante d'un certain niveau de compétence, de spécialisation... et de fiabilité. L'élite que les autorités locales – et certains ténors métropolitains des affaires colo-

⁶⁹ Du Procureur Général du Roi d'Élisabethville au Gouverneur de la Province du Katanga, 3 octobre 1921, AA, PPA (3515), liasse 21310.

⁷⁰ Du Vice-gouverneur Général ff GG à tous les Vice-GG, aux Comgroups, Pl Com Roy, 4 novembre 1920, AA, PPA (3515), liasse 21312.

niales⁷¹ – réclament pour l'exercice du maintien de l'ordre ne peut pas être recrutée parmi les rangs de la Force Publique, ni être dirigée par elle⁷².

En dépit de ces critiques, il faut attendre 1926 pour que soient créés les premiers corps de police entièrement civils, les « polices administratives »⁷³. Leurs objectifs ne diffèrent guère de ceux des polices municipales : il s'agit toujours de « faire respecter, par les Européens et par les Noirs, les ordonnances variées que nécessite la vie en commun dans un espace restreint »⁷⁴, celui de la ville coloniale. Mises sur pied dès 1927 dans les principaux centres urbains, les polices administratives s'étendront progressivement à la plupart des villes de la colonie⁷⁵. Leur création permettra de développer les premières écoles de police du Congo et une spécialisation des services, notamment en matière de techniques de surveillance des populations congolaises. Dans les régions rurales, outre le rôle du pouvoir coutumier, le maintien de l'ordre est toujours assuré par la Force Publique et ses troupes territoriales, qui peuvent également être mobilisées par l'administration et la police administrative en cas de troubles importants. Notons enfin que les polices municipales continuent à vivre durant quelques années⁷⁶.

En dehors de quelques aménagements législatifs, cette organisation restera en place jusqu'à la veille de l'Indépendance⁷⁷. La simplicité n'était pourtant pas sa qualité première. Outre les institutions officiellement chargées du maintien de l'ordre que l'on a évoquées, d'autres acteurs sont également impliqués dans la gestion quotidienne de la sécurité des villes congolaises.

L'administration coloniale elle-même doit tout d'abord être mentionnée. Associée à l'exercice de la police judiciaire, elle assume – notamment – de nombreuses tâches liées au contrôle et à la surveillance des populations congolaises et à leurs circulations à l'intérieur comme à l'extérieur des espaces urbains. De plus, les fonctionnaires territoriaux sont autorisés à procéder sans mandat ni consultation de l'autorité judiciaire à des arrestations et à des incarcérations d'« indigènes » en cas d'atteinte à la Sûreté de l'État ainsi qu'à la tranquillité et à l'ordre public⁷⁸.

La police secrète ou Sûreté est également une institution incontournable du paysage policier congolais. Officiellement créés à l'échelle de la Colonie en 1947, les services de la Sûreté étaient chargés de rechercher et de diffuser des renseignements au

⁷¹ C'est notamment le cas de Félicien Cattier, voir Conseil Colonial. Compte rendu analytique des séances (1919, pp. 48-49).

⁷² En 1923, le Gouverneur du Katanga souligne même qu'il s'agit là d'« une des rares questions sur lesquelles se réalise l'accord parfait de toutes les parties : l'autorité judiciaire, l'autorité militaire et l'autorité territoriale demeurent unanimes à condamner le système en vigueur et toutes suggèrent, à quelques nuances près, la même solution ». Du Gouverneur de la Province du Katanga au Gouverneur Général, 30 novembre 1923, AA, PPA (3515), liasse 21312.

⁷³ Décret du 22 novembre 1926 créant des Corps de police administrative indépendants de la FP, *Bulletin Officiel du Congo Belge* (1926, p. 1129 *sqq*).

⁷⁴ Du Gouverneur Général au ministre des Colonies, 7 février 1919, AA, AA, PPA (3515), liasse 21311.

⁷⁵ Voir Codes et Lois du Congo Belge (1948, p. 1008 *sqq*).

⁷⁶ Dumont (1936, pp. 723-724).

⁷⁷ Dans la deuxième moitié des années 1950, le paysage institutionnel du maintien de l'ordre est en effet bouleversé, notamment par l'arrivée de bases de force métropolitaines dès 1953 et la création d'une gendarmerie congolaise en 1959. Voir Vanderstraeten (1985, pp. 73-75).

⁷⁸ Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial (1930, pp.128-137).

sujet de tout mouvement et/ou individu susceptible de porter atteinte à la sécurité de l'État colonial. Dans les faits, cette police existait depuis bien plus longtemps de manière plus ou moins informelle. Des services à caractère locaux avaient vu le jour durant la Première Guerre mondiale et s'étaient développés dans l'entre-deux-guerres, une période où les anxiétés sécuritaires allaient croissant, notamment à l'égard des mouvements « subversifs » africains (persistance du Kimbanguisme et malaise social dû à la crise, expansion du Kitawala, révolte du Kwango, etc.). Tandis qu'en 1929, le Gouverneur Général crée un service de renseignements au sein de l'État-major de la Force Publique, les autorités de Léopoldville et d'Élisabethville établissent, au début des années 1930, des groupes « secrets » de renseignements. Ces groupes se généralisent en 1932 dans l'ensemble du territoire urbain du Congo⁷⁹.

Les populations congolaises n'avaient cependant pas l'apanage des troubles, encore moins celui de la subversion. Dans les espaces urbains, le travail de police des frontières raciales implique toutes ces institutions, à des degrés divers. Les mesures ségrégationnistes qui régissent les espaces urbains régulent en effet les installations et les circulations des colonisés *et* des colonisateurs. Au Congo, le « colour bar » s'organise autour de politiques qui nous rappellent que la ségrégation, ce n'est pas seulement exclure l'autre, c'est aussi faire sécession, procéder à un « éloignement volontaire de soi »⁸⁰ : elles interdisent non seulement la résidence et la circulation (surtout la nuit) des Africains dans les quartiers européens, mais aussi la résidence et la circulation (exclusivement la nuit) des Européens dans les quartiers africains⁸¹. Si cette mise à distance physique et sociale, qui n'est finalement que la traduction spatiale des fondements et catégories politiques de la société coloniale, repose sur des angoisses sanitaires et sécuritaires (la peur de la « contamination » évoquée précédemment), alors il s'agit d'éviter les risques de contagion posés non seulement par la population congolaise mais aussi par les membres de la communauté blanche qui, en fréquentant trop étroitement les quartiers africains de la ville, risqueraient d'en ramener des germes de maladies et de violences. Considérées comme de dangereuses transgressions des catégories coloniales, la présence d'Européens, la nuit, dans les « cités indigènes » et les inévitables « compromissions » interraciales auxquelles celle-ci est supposée donner lieu ne peuvent que nuire au prestige et à la cohésion de la communauté colonisatrice. Elles doivent donc être surveillées.

Sexualité, indiscipline et transgressions raciales : les effets pervers des « Blancs-qualité-de-guerre »

Les objectifs des mesures qui restreignent la « circulation nocturne » des Européens dans les quartiers africains sont clairement liés à une éventuelle mixité raciale dans la sociabilité nocturne, notamment dans des lieux prostitutionnels, et aux

⁷⁹ Vellut (1974, pp. 127-130). Sur les activités de la Sûreté à la veille de l'Indépendance, voir également Vandewalle, Brassine (1973).

⁸⁰ Goerg (2003, p. 245).

⁸¹ La plupart des mesures visant les Africains coïncident avec le développement des premières agglomérations de la colonie, au début des années 1910, tandis que celles visant les Européens émergent au début de l'entre-deux-guerres. Elles seront régulièrement réactualisées au gré des évolutions de la législation coloniale.

craintes que ces rencontres soulèvent. Au cœur des distinctions colonisateurs/colonisés et de la « mission civilisatrice », la sexualité et son contrôle ont été des enjeux politiques importants pour le pouvoir colonial. Parce qu'elle met en jeu la reproduction des hiérarchies de race, de genre et leurs structures de pouvoir, toute forme de déviance en la matière est porteuse de subversion, voire de menace pour les projets coloniaux⁸². De manière significative, les archives relatives à Léopoldville montrent que si la surveillance des « simples » allées et venues nocturnes des Européens dans les « cités indigènes » relève de la compétence de la police urbaine, les affaires (et les rumeurs) de rencontres sexuelles plus ou moins régulières impliquant des hommes (ou pire, des femmes) blancs dans les quartiers africains sont systématiquement classées « confidentielles » et traitées par les services de Sûreté de l'État.

Pour autant, cela ne signifie pas que les mesures d'interdiction liées à la circulation nocturne des Européens aient été strictement appliquées. Dans la capitale de la colonie où elles sont en vigueur depuis 1919, les limites de cette surveillance sont évidentes, particulièrement au vu des effectifs policiers limités et de l'étendue des quartiers africains en perpétuelle croissance à partir des années 1920. Quelques dossiers d'archives fournissent de rares informations, disparates mais précieuses. Il en ressort que la surveillance policière des Européens circulant la nuit dans la cité demeure fluctuante durant toute la période de l'entre-deux-guerres, même si les textes officiels et leur « ininteruption » laissent supposer une application sans faille. En 1947, une réactivation de ces mesures montre qu'au cours des mois précédents, la surveillance n'était plus exercée, au point que certains fonctionnaires se demandent s'il leur est permis de verbaliser des Européens trouvés dans la cité la nuit⁸³. À d'autres moments, la surveillance se fait plus étroite : des rondes nocturnes sont organisées, les agents de police relèvent systématiquement les plaques minéralogiques des voitures aperçues, des enquêtes sont ouvertes à la moindre rumeur « suspecte », mais il est toujours difficile de savoir ce qui motive ces poussées de surveillance. L'impression qui domine est que, comme l'a souligné Laurent Fourchard dans le contexte urbain de l'Afrique occidentale, « le maintien de l'ordre alterna sans cesse entre répression et négligence en fonction des effectifs policiers et des directives municipales ou administratives »⁸⁴. En fonction également des tensions socio-politiques qui ont pu agiter la colonie et des susceptibilités de ses autorités, serait-on tenté d'ajouter.

Il est en effet parfois possible d'identifier avec plus de précision certaines de ces périodes où la surveillance policière se resserre, et force est de constater que leur contexte est marqué par un certain nombre de tensions qui semblent menacer la rigidité des frontières raciales. Les années 1943-1944, années de guerre où de nombreuses tensions sociales et politiques se font sentir au sein de la société coloniale, et où le prestige du Blanc apparaît plus que jamais comme la condition du maintien de son autorité, en sont un excellent exemple.

⁸² Voir notamment Stoler (2002). Dans le contexte du Congo belge, voir Lauro (2009).

⁸³ Voir documents contenus dans le dossier AA, GG (5782), dossier « Présence illicite la nuit dans la cité indigène ». Les quelques chiffres dont on dispose sont également révélateurs. En 1928 par exemple, la police de Léopoldville n'a établi qu'un seul procès-verbal à charge d'un Européen pour circulation nocturne dans la cité, tandis que seulement pour le premier semestre de 1929, 64 procès-verbaux de ce type ont été dressés. Voir AA, RA/CB (119), dossier « DU de Léopoldville. Rapport annuel 1928. Rapport sur la Police » et dossier « DU. Rapport général premier semestre 1929 ».

⁸⁴ Fourchard (2001, p. 2710).

Lorsque la Belgique conquise capitule, le 27 mai 1940, le Congo, dirigé par le Gouverneur général Rykmans, se range aux côtés des Alliés. Sur le territoire de la colonie, la contribution à l'effort de guerre n'est pas sans conséquence. Outre la mobilisation militaire des troupes de la Force Publique, les populations congolaises subissent une « mobilisation civile »⁸⁵ très lourde qui se traduit par un effort productif soutenu, aussi bien au niveau agricole que minier et industriel. Les conséquences de cette mobilisation sont accablantes sur le plan social. Elles engendrent de nombreux mécontentements parmi la population africaine, qui déboucheront sur divers mouvements de protestation et de grève dans les années 1944-1945. L'évidence de ces mécontentements est génératrice de malaises et de craintes parmi les rangs de la communauté colonisatrice et de l'administration, où l'on redoute les mouvements d'insoumission et d'indocilité des populations congolaises. Ces anxiétés sont particulièrement marquées dans les villes⁸⁶. Les autorités doivent en effet gérer l'exode rural de populations qui espèrent trouver dans les grands centres une échappatoire aux cultures obligatoires dont l'effort de guerre a renforcé la pénibilité⁸⁷. Rien qu'à Léopoldville, entre 1940 et 1945, la population africaine passe de 43 500 à 78 800 habitants.

Ce climat d'anxiété touche également à la population blanche. Contraint d'accueillir des réfugiés belges (et autres) sur son sol, le Congo s'était en outre, dès le début de la guerre, retrouvé dans l'impossibilité de faire rapatrier ceux qui, déjà sur place, avaient déchu aux critères sociaux et moraux des services de l'immigration. En cette période particulière, la communauté blanche de la colonie, et spécialement de sa capitale, semble donc avoir perdu un peu de sa belle homogénéité sociale, ou tout du moins est-ce ce que ressent l'administration coloniale qui perçoit la présence de ces « évadés de basse condition »⁸⁸ comme une menace supplémentaire.

À Léopoldville, dès 1942 (au moins), la question de « l'indiscipline des noirs » agite l'administration. Face à ses supérieurs qui s'inquiètent d'apparents faits d'insoumissions de la part de la population africaine, le responsable du service « population noire » de la capitale est clair : « Quant au manque de respect et insultes proférées par certains indigènes, nous devons en rechercher l'origine dans la façon d'être et d'agir de certains Européens eux-mêmes. (...) Qu'un indigène adresse des paroles mal sonnantes à l'égard d'une dame qui traverse la Cité pour se rendre à la Funa, en une tenue plutôt légère, sinon absolument déplacée, n'indique pas encore qu'un mauvais esprit règne parmi la population de la Cité, mais que les Européens devraient un peu plus se respecter eux-mêmes »⁸⁹. En 1943, les peurs européennes se sont intensifiées. La rumeur autour de l'indiscipline des Congolais grandit, à tel point que le Conseil de Gouvernement se saisit de la question et que, dans la province de Léopoldville, une Commission chargée de « calmer la situation existante et de proposer les mesures urgentes qu'elle postule »⁹⁰ est mise sur pied. L'indocilité

⁸⁵ Ndaywel E Ziem (1997, p. 146).

⁸⁶ Voir notamment l'étude de Vellut (1983) relative au Katanga.

⁸⁷ Sur cet exode rural et les anxiétés qu'il suscite, voir Verhaegen (1981).

⁸⁸ Du Chef de Service de la Population Noire de Léopoldville au Commissaire de District Urbain, 10 octobre 1944, AA, GG (17558).

⁸⁹ De l'AT Principal Chef du Service de la Population Noire au Chef de Province du Congo-Kasaï, 25 avril 1942, AA, GG (17558).

⁹⁰ « Rapport de la Commission réunie par Monsieur le Gouverneur de la Province de Léopoldville à l'effet de calmer la situation existante et de proposer les mesures urgentes qu'elle postule », 6 octobre 1943, AA, GG (5808), dossier « Conseil de cité 1946 ».

(réelle ou imaginaire) des « boys » alarme tout particulièrement les autorités, jusqu'au plus haut niveau puisque le Gouverneur Général s'en inquiète : « J'entends émettre des doléances de plus en plus nombreuses et de plus en plus amères au sujet de la négligence, de la paresse, du mauvais vouloir croissant et de l'indiscipline ouverte du personnel domestique à Léopoldville. Même de vieux serviteurs n'échappent pas à la contagion (...) Dans les derniers temps divers incidents se seraient produits, où l'irrespect de la femme blanche a dégénéré en actes de violences sur elle. L'enfance européenne se trouve elle-même moralement exposée, qui ne peut toujours être mise à l'abri de tout contact avec les éléments dévoyés qui se glissent dans la domesticité et que d'aucuns maîtres se voient forcés d'engager faute d'autres candidats »⁹¹. Ces actions d'insubordination semblent donc constituer une véritable menace, au point de faire réapparaître ce vieux fantasme des violences sexuelles commises sur des femmes blanches et, plus grave encore, sur des enfants blancs, fantasmes dont la présence traduit toujours, chez le colonisateur, une anxiété profonde. Si à la suite des travaux pionniers de Van Onselen, les études des peurs associées aux rumeurs et cas de « black peril » ont souligné leurs liens avec l'économie politique et morale générale des sociétés coloniales en Afrique australe (et centrale),⁹² leur fréquence témoigne également de leur conjonction avec des moments de vulnérabilité non seulement économique et politique, mais aussi raciale chez les colonisateurs, notamment dans les milieux urbains⁹³.

Parmi les causes supposées de cette indiscipline : les Blancs « qualité de guerre ». Cette expression aurait été utilisée par les Congolais en référence aux changements intervenus dans la composition démographique de la population blanche de la capitale, et plus précisément à l'arrivée d'individus y ayant été accueillis sans condition, alors qu'ils auraient peut-être été, en temps normal, considérés comme des éléments indésirables. Pour le commissaire de district urbain de Léopoldville, l'arrivée de ce millier d'Européens a causé des dégâts : « Les 'pires' sont ceux dont les actes révèlent des éléments tarés ou qui, loin de leur famille et de leur milieu, cherchent dans la circonstance de guerre l'excuse d'une vie déréglée ; les quelques exemples d'ivresse scandaleuse et de batailles de cabaret, d'écarts de langage, de conduite et de mœurs que nous avons eu à déplorer parmi les 'nouveaux arrivés' ont eu un effet désastreux pour le prestige de l'Européen »⁹⁴. Un effet dont la discipline des Congolais, et surtout des boys, se ressent, à un point tel que le district urbain planifie même de promulguer une législation spéciale pour Léopoldville renforçant le contrôle des populations congolaises afin « d'assurer la lutte contre les éléments indisciplinés, immoraux ou amoraux qui vivent dans cette importante agglomération »⁹⁵.

Une année plus tard pourtant, les inquiétudes européennes quant à la discipline des populations congolaises de Léopoldville sont toujours bien présentes. Un nouvelle affaire estampillée « strictement confidentiel » agite l'administration locale :

⁹¹ Du Gouverneur Général, 6 octobre 1943, AA, GG (5808), dossier « Conseil de cité 1946 ».

⁹² Voir entre autres Van Onselen (1982) ; Pape (1990) ; Mc Culloch (2000) ; Anderson (2010). Pour le Congo Belge, voir Vellut (1983).

⁹³ Cette dernière dimension est particulièrement visible dans le cas du Kenya, voir Anderson (2010).

⁹⁴ Rapport indiscipline des boys, du commissaire de district urbain de Léopoldville au Gouverneur de province, 28 octobre 1943, AA, GG (17558).

⁹⁵ Du Gouverneur de la Province de Léopoldville au Gouverneur Général, 20 octobre 1943, AA, GG (5808), dossier « Conseil de cité 1946 ».

une rumeur court selon laquelle de nombreux Européens fréquenteraient avec assiduité des « tripots, bars ou salles de danse installés dans la Cité indigène de Léopoldville-Est » en compagnie de femmes africaines : « Il paraîtrait qu'ils s'y rendraient en groupe, dès les premières heures de la matinée et y passeraient la majeure partie de la journée, certains même y passeraient la nuit. Leur conduite serait déplorable (ivresse publique, etc.) »⁹⁶. Très vite, une surveillance est mise en place par les services de police qui envoient à la cité de nombreux policiers en civil chargés de suivre tous les Européens qu'ils y rencontreraient, de jour comme de nuit, afin de débusquer leurs lieux de rendez-vous. Des primes sont même promises pour qui fournira des informations utiles à la police. En dépit de l'ampleur de ce dispositif policier, les résultats sont maigres : seuls deux hommes, désignés comme les « deux principaux habitués »⁹⁷, sont appréhendés, et l'enquête révèle surtout que si les comportements décrits par les rumeurs existent, ils ne se produisent pas sur une grande échelle.

« LES CADAVRES, À QUI PROFITERONT-ILS ? »

Les périodes de tension ne sont pas toujours aussi évidentes que dans le cas de ces années de guerre, et beaucoup de recherches restent à mener pour mieux comprendre les éléments qui président au renforcement (et au relâchement) de la surveillance policière des frontières raciales dans la colonie belge, notamment à partir de sources directement africaines à même d'offrir de nouvelles perspectives sur cette histoire. En attendant, il ressort tout de même des archives de la police de Léopoldville que dans les années 1950, les interdictions réciproques de circulation nocturne dans la ville de « l'Autre » sont plus que jamais d'application. Désormais, même les Européens doivent solliciter des « permis de passage » détaillés (destination, itinéraire emprunté, etc.) dont l'obtention n'est en rien automatique⁹⁸, tandis que ceux qui sont surpris de nuit dans les « cités » sont systématiquement verbalisés et font l'objet d'enquêtes tatillonnes, y compris dans le cas où ils sont simplement aperçus (parfois de loin) dans une voiture⁹⁹... pour autant que les rondes nocturnes de la police les repèrent.

La multiplicité des acteurs impliqués dans la police de la ségrégation, et de manière plus générale dans la police des espaces urbains, ainsi que le flou persistant quant à leurs compétences respectives, se révèle en effet être plus une source de défaillances et de rivalités internes que d'efficacité, lacunes aggravées par la faiblesse des moyens et des effectifs octroyés aux services de maintien de l'ordre. Au cours de la période de l'après-guerre, les projets de création d'une gendarmerie coloniale constitueront l'une des seules tentatives de réforme significative de l'appareil policier du Congo belge tel qu'il avait été établi dans les années 1920. Investi par ses promoteurs comme le seul garant d'une modernisation et d'une profession-

⁹⁶ Du Gouverneur de la Province au Commissaire de District de Léopoldville, 9 septembre 1944, AA, GG (17558).

⁹⁷ Du chef de service de la police urbaine de Léopoldville au commissaire de district, 3 novembre 1944, AA, GG (5782), dossier « Européens résidant dans quartier indigène ».

⁹⁸ Voir notamment les cas figurant dans le dossier AA, GG (5782), dossier « Européens résidant dans quartier indigène ».

⁹⁹ Voir notamment les cas figurant dans le dossier AA, GG (15504), dossier « Rondes nocturnes ».

nalisation du maintien de l'ordre au Congo, particulièrement en milieu urbain, ce projet ne verra finalement le jour qu'en 1959, pratiquement à la veille de l'Indépendance. Bien trop tard donc pour empêcher la désastreuse répression des émeutes de janvier 1959 – qui ont été un tournant majeur dans la marche à l'Indépendance du Congo – où pour la première fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les services d'ordre ouvrent le feu sur des manifestants congolais dans la capitale¹⁰⁰.

On a beaucoup glosé sur ces émeutes, sur ce caractère presque « inédit » de leur répression et surtout sur le choc qu'elles auraient représenté pour les autorités coloniales belges, incapables d'imaginer que des mouvements de contestations de cette ampleur et de cette violence puissent être possibles dans la capitale de leur « colonie-modèle », l'impréparation des services de l'ordre en étant la meilleure preuve. Si la police était effectivement mal préparée pour faire face à de tels troubles, elle n'en était cependant pas moins consciente de leur éventualité. Dans les années 1950, les appels répétés à la création d'une gendarmerie coloniale, les critiques récurrentes du fonctionnement défaillant des polices urbaines par leurs dirigeants mêmes, les aveux d'impuissance quant aux – nombreux – problèmes sécuritaires que connaissent les « cités indigènes », pour ne rien dire de la méconnaissance de « l'état d'esprit » des populations congolaises, montrent que la menace de troubles sérieux était bien réelle pour les cadres européens du maintien de l'ordre. À cet égard, le rapport pour l'année 1958 de l'Inspecteur général des polices de la colonie, qui souligne l'urgence de la mise en place d'une réelle politique du maintien de l'ordre dans les centres urbains, apparaît prophétique : « Il faut aussi s'entendre sur la façon dont l'ordre doit être maintenu ; s'il s'agit uniquement d'utiliser les fusils, les mitrailleuses, les canons pour mettre fin aux désordres, nous sommes d'accord. Mais les cadavres, à qui profiteront-ils ? »¹⁰¹. À une autre échelle, les susceptibilités exacerbées des autorités par rapport aux frontières raciales et leurs inquiétudes face aux limites évidentes du contrôle des urbains congolais permettent de prendre la mesure du décalage entre le discours de la « colonie-modèle », plus que jamais promu sur la scène internationale, et les anxiétés qui rongent un État colonial « nerveux »¹⁰². Elles invitent également à inscrire les émeutes de 1959 et leur répression, comme les « troubles » de l'Indépendance de manière générale, dans une histoire plus longue et à prendre en considération les multiples formes de contestations de l'autorité coloniale en même temps que les multiples formes de surveillance et de répression auxquelles ces contestations ont pu donner lieu. La police s'est peut-être abstenue de tirer dans la capitale congolaise pendant quinze ans, mais elle n'en a pas moins dû faire face quotidiennement aux conséquences sécuritaires des difficultés sociales, politiques et économiques qui marquent la vie urbaine, ainsi qu'à un nouveau genre de cow-boys à l'œuvre dans le far-west, qu'à certains égards, Kinshasa était à son tour devenue¹⁰³.

Ironiquement, à l'aube de l'Indépendance, la police la plus efficace du Congo était sans doute celle de la ségrégation. À Léopoldville, les Européens qui souhaitent goûter au « pittoresque » des quartiers africains et de ses attractions nocturnes (bars, dancings, etc.) doivent traverser le fleuve et se rendre à Brazzaville où ils peuvent,

¹⁰⁰ Vanderstraeten (1985, p. 25).

¹⁰¹ Rapport de l'Inspecteur Général des Troupes Territoriales pour l'année 1958, s.d., AA, FP (2670).

¹⁰² Selon l'expression « A nervous state » et l'analyse de Hunt (2011).

¹⁰³ Voir Gondola (2009).

dans les night-clubs de Poto-Poto ou ailleurs, expérimenter une « familiarité » interraciale difficilement accessible dans la colonie belge¹⁰⁴. Une familiarité bien plus rare encore pour les Congolais : à la fin des années 1950 encore, Patrice Lumumba, futur Premier ministre du Congo indépendant, tremble de tous ses membres lorsque, de passage dans un bar de Brazzaville, il est, expérience inédite, servi par une patronne de café européenne¹⁰⁵.

Amandine Lauro
alauro@ulb.ac.be

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, D., Sexual Threat and Settler Society: 'Black Perils' in Kenya, c. 1907–30, *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 2010, 38, 1, pp. 47–74.
- Baumer, G., *Les centres indigènes extra-coutumiers au Congo Belge*, Paris, Domat – Montchrestien/F. Loviton et C^{ie}, 1939.
- Bernault, F., *Démocraties ambiguës en Afrique Centrale. Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Bernault, F., Body, Power, and Sacrifice in Equatorial Africa, *Journal of African History*, 2006, 47, 2, pp. 207–239.
- Bulletin Officiel du Congo Belge*, Bruxelles, 1908–1960.
- Burton, A., *African Underclass : Urbanization, Crime and Colonial Order in Dar Es Salaam, 1919-1961*, Oxford, James Currey, 2005.
- Capart, P. (ed.), *Manuel des carrières. Aux éducateurs et aux jeunes gens*, coll. Jéciste n°5, Louvain, Éditions Rex, 1930.
- Carton De Wiart, C., *Le Congo d'aujourd'hui et de demain*, Bruxelles, La Lecture au Foyer, 1923.
- Cattier, F., *Droit et Administration de l'État Indépendant du Congo*, Bruxelles, Larcier, Paris, A. Pedone, 1898.
- Cattier, F., *Étude sur la situation de l'État Indépendant du Congo*, Bruxelles, Larcier, 1906.
- Chalux, *Un an au Congo Belge*, Bruxelles, 1925.
- Conan Doyle, A., *The Crime of the Congo*, Londres, Hutchinson & Co., 1909.
- Conseil Colonial. Compte rendu analytique des séances*, Bruxelles, 1910–1945.
- Cooper, F., *On the African Waterfront. Urban Disorder and the Transformation of Work in Colonial Mombasa*, New Haven, Yale University Press, 1987.
- Daye, P., *L'Empire Colonial Belge*, Bruxelles, Éditions Le Soir, 1923.
- Dellicour, F., *Les propos d'un colonial belge. Études et portraits*, Bruxelles, éd. M. Weissenbruch S.A., s.d.
- Dellicour, F., *Les premières années de la cour d'appel d'Élisabethville 1910-1920. Souvenirs de carrière*, Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, Section de Droit colonial et maritime, Séance solennelle de rentrée, 8 janvier 1938.

¹⁰⁴ Martin (1995, pp. 193–194). Sur la vie urbaine à Brazzaville et ses tensions, voir Bernault (1996, pp. 66–72) et Gondola (1997).

¹⁰⁵ L'anecdote est rapportée par Pierre Clément, proche de Lumumba, et citée par Willame (1990, p. 30).

- Doyle C., *The Crime of the Congo*, London, Hutchinson & Co, 1909.
- Dumont, A., Police et Sûreté, *Les Nouvelles. Corpus Juridici Belgici*, 1936, vol. 2, pp. 716-732.
- Feuchaux, L., Vie coloniale et faits divers à Léopoldville (1920-1940), in Vellut J.-L. (ed.), *Itinéraires croisés de la modernité. Congo Belge (1920-1950)*, Paris, L'Harmattan, Tervuren, MRAC, 2001, pp. 71-101.
- Fourchard, L., *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle-1960*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Fourchard, L., Alberti, I. (Eds), *Sécurité, crime et ségrégation dans les villes d'Afrique de l'Ouest du XIX^e siècle à nos jours; Security, Crime and Segregation in West African Cities since the 19th century*, Paris, Karthala, Ibadan, IFRA, 2003.
- Foutry, V., Belgisch-Kongo tijdens het interbellum: een immigratiebeleid gericht op sociale controle, *Revue Belge d'Histoire contemporaine/Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 1983, XIV, vol. 3-4, pp. 461-488.
- Gann, L.H., Duignan, P., *The Rulers of Belgian Africa, 1884-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1979.
- Glasman, J., Les 'corps habillés': piste pour une sociohistoire des forces de l'ordre en situation coloniale, in Chanson-Jabeur, C., Rajaonah, R. (Eds), *Colonisation et répressions*, Paris, 2011 (à paraître).
- Goerg, O., De la ségrégation coloniale à la tentation sécessionniste: 'l'urbanisme sécuritaire', in Fourchard, L., Alberti, I. (Eds), *Sécurité, crime et ségrégation dans les villes d'Afrique de l'Ouest du XIX^e siècle à nos jours; Security, Crime and Segregation in West African Cities since the 19th century*, Paris, Karthala, Ibadan, IFRA, 2003.
- Gondola, C.D., *Villes miroirs. Migrations et identités urbaines à Kinshasa et Brazzaville 1930-1970*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Gondola, C.D., Tropical Cow Boys: Western, Violence and Masculinity among the Young Bills of Kinshasa, *Afrique et Histoire*, 2009, 7, 1, pp. 75-98.
- Hunt, N.R., *A Nervous State: Violence, Remedies, and Reverie in Colonial Congo*, Durham, Duke University Press, 2011 (à paraître).
- Jaspar, H., *Le Congo belge. La situation et le programme gouvernemental. Discours prononcé à la chambre des représentants, les 21 et 27 février 1929, par monsieur Henri Jaspar Premier ministre et ministre des Colonies à l'occasion de la discussion des Budgets coloniaux*, s.l., 1929.
- Jewsiewicki, B., Contestation sociale au Zaïre. Grève administrative de 1920 (ex-Congo Belge), *Africa-Tervuren*, 1976.
- Kennedy, D., *Islands of White. Settler Society and Culture in Kenya and Southern Rhodesia, 1890-1939*, Durham, Duke University Press, 1987.
- Keunings, L., Majerus, B., Rousseaux, X., L'évolution de l'appareil policier en Belgique (1830-2002), in Heirbaut, D., Rousseaux, X., Velle, K. (Eds), *Politieke en sociale geschiedenis in België (van 1830 tot heden). Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours*, Brugge, Die Keure, 2004, pp. 271-317.
- Killingray, D., Anderson, D. (Eds), *Policing the Empire. Government, Authority and Control, 1830-1940*, Manchester, Manchester University Press, 1991.
- Killingray, D., Anderson, D. (Eds), *Policing and Decolonisation. Politics, Nationalism and the Police 1917-1965*, Manchester, Manchester University Press, 1992.
- Labeye J., L'armée, *Les Nouvelles. Corpus Juridici Belgici*, 1936, vol. 2.

- Lauro, A., *Les politiques du mariage et de la sexualité au Congo Belge 1908-1945. Genre, race, sexualité et pouvoir colonial*, Thèse de doctorat en Histoire, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2009.
- Louwers, O., *Codes et lois du Congo Belge. Textes annotés d'après les rapports du Conseil Colonial, les instructions officielles et la jurisprudence des tribunaux*, Bruxelles, Weisenbruch, 1934.
- McCulloch, J., *Black Peril, White Virtue: Sexual Crime in Southern Rhodesia, 1902-1935*, Bloomington – Indianapolis, Indiana University Press, 2000.
- Marchal, E.D., *E.D. Morel contre Léopold II. L'Histoire du Congo 1900-1910*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Mariel, J., *Terre d'épouvante. 18 mois dans les domaines du Souverain Léopold*, Paris, Librairie Générale et Internationale Ficker, 1905.
- Martin, P., *Leisure and Society in Colonial Brazzaville*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- Morel, E.D., *King's Leopold Rule in Africa*, Londres, Heinemann, 1904.
- Musambachime, M., The Impact of Rumor: The Case of Banyama (Vampire Men) in Northern Rhodesia, 1930-1960, *International Journal of African Historical Studies*, 1988, 21, 1, pp. 201-215.
- Ndaywel E Nziem, I., *Histoire du Zaïre. De l'héritage ancien à l'âge contemporain*, Louvain-la-Neuve, Duculot, Afrique Éditions, 1997.
- Pape, J., Black and White: The 'Perils of Sex' in Colonial Zimbabwe, *Journal of Southern African Studies*, 1990, 16, 4, pp. 699-720.
- Rapport de la Commission d'Enquête, *Bulletin Officiel de l'État Indépendant du Congo*, 1905.
- Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial*, Bruxelles, ministère des Colonies, 1930.
- Sinclair, G., *At the End of the Line. Colonial Policing and the Imperial Endgame (1940-1980)*, Manchester, Manchester University Press, 2006.
- Sharp, R., *En prospection au Katanga il y a cinquante ans*, Élisabethville, 1956.
- Stengers, J., *Belgique et Congo. L'élaboration de la Charte Coloniale*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1963.
- Stengers, J., *Congo, mythes et réalités. Cent ans d'histoire*, Paris-Louvain La Neuve, Duculot, 1989.
- Stoler, A.L., Cooper, F., (Eds), *Tensions of Empire. Colonial Culture in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997.
- Stoler, A.L., *Carnal Knowledge and Imperial Power. Race and the Intimate in Colonial Rule*, Berkeley, University of California Press, 2002.
- Strouvens, L., Piron, P., *Codes et lois du Congo Belge. Textes annotés d'après les rapports du Conseil Colonial, les instructions officielles et la jurisprudence des tribunaux*, Bruxelles-Léopoldville, Larcier, 1948.
- Vanderelst, F., *Le Katanga. Son administration. Sa législation*, Bruxelles, Larcier, 1913.
- Vanderstraeten, L-F., *De la Force Publique à l'Armée Nationale Congolaise. Histoire d'une mutinerie, juillet 1960*, Gembloux, Duculot, 1985.
- Vandewalle, F., Brassine, J., *Les rapports secrets de la Sûreté Congolaise 1959-1960*, Bruxelles, 1973.
- Vanhee, H., Castrijk, G., Belgische historiografie en verbeelding over het Koloniale verleden, *Revue Belge d'Histoire Contemporaine/ Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 2002, XXXII, 3-4, pp. 1-15.

- Vanhove, J., *Regards sur notre Congo*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1943.
- Van Onselen, C., *Studies in the social and economic history of the Witwatersrand 1886-1914, Volume 2: New Nineveh*, Johannesburg, Ravan Press, London, Longman, 1982.
- Vanthemsche, G., The Historiography of Belgian Colonialism in the Congo, in Levai, C. (ed.), *Europe and the World in European Historiography*, Pise, Edizione Plus-EC Sixth Framework Network of Excellence CLIOHRES.net, 2006, pp. 89-119.
- Vanthemsche, G., *La Belgique et le Congo. Empreintes d'une colonie 1885-1980*, Bruxelles, Éditions Complexe, Nouvelle Histoire de Belgique vol. 4, 2007.
- Vauthier, R., *L'ordre au Congo*, Bruxelles, Éditions de la Belgique Maritime et Coloniale, 1906.
- Vellut, J.-L., *Guide de l'étudiant en histoire du Zaïre*, Kinshasa-Lubumbaschi, Éditions du Mont Noir, 1974.
- Vellut, J.-L., Le Katanga industriel en 1944: malaises et anxiétés dans la société coloniale, in Stengers, J. (ed.), *Le Congo belge durant la Seconde Guerre mondiale. Recueil d'études. Bijdragen over Belgisch-Congo tijdens de tweede wereldoorlog*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1983.
- Vellut, J.-L., Résistances et espaces de liberté dans l'histoire coloniale du Zaïre: avant la marche à l'indépendance (c.a. 1876-1945), in Coquery-Vidrovitch, C., Forest, A., Weiss, H. (Eds), *Rébellions et Révolutions au Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 1987, pp. 24-73.
- Verhaegen, B., Le centre extracoutumier de Stanleyville (1940-1945), *Les Cahiers du CEDAF*, 1981, 8, pp. 1-68.
- Vermeersch, A., *La Question Congolaise*, Bruxelles, Bulens, 1906.
- White, L., *Speaking with Vampires: Rumor and History in Colonial Africa*, Berkeley, University of California Press, 2000.
- Willame, J.-C., *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990.
- Willis, J., Thieves, drunkards and vagrants: defining crime in colonial Mambasa, 1902-1932, in Killingray, D., Anderson, D. (Eds), *Policing the Empire Government, Authority and Control, 1830-1940*, Manchester, Manchester University Press, 1991.